Cameroun

VBGMS

Rapport de l'enquête sur l'état des lieux des Violences basées sur

SIGLES ET ABREVIATIONS

1. COCAFE : Comité camerounais des Femmes Enseignantes Syndicalistes
2. CODESRIA
3. EPT : Éducation Pour Tous
4. FECASE : Fédération Camerounaise des Syndicats de l'Education
5. FESER : Fédération des Syndicats de l'Education et de la Recherche
6. IE : Internationale de l'Education
7. IEA : Internationale de l'Education Afrique
8. ODD : Objectifs de Développement Durable
9. ODD 4 : Objectif de Développement Durable n° 4
10. SSEF : Stratégie Sectorielle pour l'Education et la Formation
11. SYNTESPRIC : Syndicat des Travailleurs de l'Education du Secteur Privé du Cameroun
12. UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
13. UNGEI :Initiative des Nations Unies pour l'Education des Filles
14. VBGMS : Violences basées sur le genre en milieu scolaire

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

1- **Tableaux**

- Taux de réponse et aperçu des réponses
- Taux de réponse au questionnaire par région
- Tableau synoptique de la fréquence des violences

2- **Figures**

- Répartition des établissements scolaires
- Comparatif inter régional des types de violences
- Ampleur des violences verbales et physiques dans les 5 régions
- Régions dans lesquelles les violences verbales prospèrent
- Enseignants victimes de violence verbale venant d'un élève
- Enseignants victimes de violence psychologique
- Auteurs de violences par région
- Tranche d'âge des victimes
- Sexe des victimes par région
- Fréquence des violences par région
- Proportion de la fréquence des conflits entre élèves selon les enseignants
- Principaux auteurs de violence par région
- Existence d'un dispositif formel de protection ou de gestion des violences scolaires
- Formation sur la gestion des violences scolaires

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS 2

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES 3

RESUME 6

I- Introduction 8

I. Contexte 8

I.1. Contexte international 8

I.2. Contexte national 8

I.3. Justification 9

II- Objectifs de l'enquête 10

II.1. Objectif général 10

III.4. Le choix des établissements scolaires 12

III-5 - Localisation géographique des structures 12

III-6 - Choix des enquêtés 13

III-7 - Taux de réponse et aperçu des réponses 13

III-8- Taux de réponse au questionnaire par région 14

III-9 - Limites de l'étude 14

II- Présentation des résultats 15

II-1. Analyse quantitative 15

II-2. L'analyse qualitative (focus groups) 23

II-2-1. Mauvaise compréhension du concept de Genre 23

II-2-2. Compréhension parcellaire de l'expression Violences basées sur le genre 23

II-2-3. De la réaction de l'entourage face à la violence 24

II.2.4. Des conséquences sur l'environnement scolaire 25

II.2.5. Normes sociales et rôles de l'environnement 25

II.2.6. Nature des conflits 26

26

II.2.7. Traitement inégal et discriminatoire en raison du genre 26

III- Facteurs explicatifs 30

III.1. Facteurs individuels et groupaux 30

III.2. Facteurs Psychosociaux et culturels 31

III.3. Facteurs Économiques et familiaux 31

III. 4. Facteurs Institutionnels et scolaires 32

IV- Les conséquences induites 33

IV.1. Déplacement et déscolarisation 33

IV.2. Fragilisation du rôle protecteur de l'école 33

IV.3. Impact spécifique sur les enseignants 33

IV.4. Les conséquences à long terme 33

V- Recommandations 34
V.1. Aux ministères en charge de l'Éducation 34
V.2. A L'Internationale de l'Éducation (IE) et aux partenaires internationaux 35
V.3. Aux syndicats affiliés à l'IE (FECASE, FESER, SYNTESPRIC) 35
V.4. Aux Parlementaires (députés et sénateurs) : 35
VI- Conclusion 37
ANNEXES 38
I- Questionnaire Élèves – Violences Basées sur le Genre en Milieu Scolaire (VBGMS) 39
II- Enquête sur les violences en milieu scolaire – Enseignants 42
III- GRILLE D'OBSERVATION POUR FOCUS GROUP 46

RESUME

Cette enquête a été menée courant 2025 dans cinq régions du Cameroun (Centre, Est, Ouest, Adamaoua et Nord) pour documenter l'état des lieux des violences basées sur le genre en milieu scolaire. Elle s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD4), de la Stratégie sectorielle de l'éducation du Cameroun et des engagements de l'Internationale de l'Éducation. L'objectif principal était de collecter des données fiables sur les formes, fréquences, causes et conséquences des VBGMS, en vue de proposer des stratégies de prévention et de lutte adaptées.
L'étude a adopté une approche mixte : Questionnaire administré à 3 500 élèves du primaire et du secondaire. Cinq focus groups et dix entretiens avec des enseignants, parents, administrateurs et élèves. Un échantillonnage de commodité excluant les régions en crise (Nord-Ouest et Sud-Ouest) pour des raisons de sécurité. Les Principaux résultats ont renseigné sur :

- La Prévalence : 30,14 % des élèves interrogés ont subi à la fois des violences verbales et physiques. Les violences verbales (moqueries, insultes, discriminations) sont les plus courantes, suivies des violences physiques.
- Les Victimes : Les filles sont plus touchées que les garçons, reflétant l'influence des stéréotypes de genre et du patriarcat.
- Les Auteurs : Les élèves sont les principaux auteurs (62,9 % des cas), suivis des enseignants (25,4 %).
- Les Lieux d'occurrence : Les violences se produisent majoritairement dans la cour de récréation et dans les salles de classe.
- Le Signalement : Seulement 47 % des enseignants déclarent que leur établissement dispose d'un dispositif formel de prévention. 40 % des enseignants victimes n'ont reçu aucun accompagnement.
- Les Perceptions : Une méconnaissance du concept de genre persiste : 75 % des participants assimilent le genre au sexe biologique. Les violences basées sur le genre sont souvent réduites à la violence contre les femmes.

Plusieurs facteurs explicatifs ont été identifiés et classés en facteurs :

- Individuels et groupaux : Faible estime de soi, régulation émotionnelle déficiente, dynamiques de groupe (meneurs, suiveurs, témoins passifs).
- Psychosociaux et culturels : Stéréotypes de genre, normes patriarcales, banalisation de la violence.
- Économiques et familiaux : Pauvreté, instabilité familiale, conflits armés (Boko Haram, crise du NOSO).
- Institutionnels : Manque de politiques claires, absence de formation des enseignants, impunité, infrastructures inadaptées.

Les conséquences qui en découlent sont le décrochage scolaire, l'absentéisme, les traumatismes psychologiques, la détérioration du climat scolaire et de la qualité des apprentissages, l'exacerbation des inégalités de genre et des vulnérabilités sociales.

Des recommandations ont été formulées à l'endroit :

- des Ministères en charge de l'Éducation : Adopter une politique nationale contre les VBGMS, former les enseignants, créer des dispositifs de signalement et de prise en charge, améliorer les infrastructures.
- des syndicats enseignants : Offrir un appui juridique et psychologique, organiser des formations internes.

- des partenaires internationaux : Financer des programmes de formation, favoriser les échanges de bonnes pratiques.
- Des parlementaires : Renforcer le cadre légal, allouer des budgets dédiés, mettre en place des mécanismes de suivi.

La couverture limitée à cinq régions. Les biais possibles dans les déclarations des répondants ainsi que l'absence de données directes d'observation ont constitué des limites de cette étude.

Les VBGMS constituent un problème grave et systémique au Cameroun, nécessitant une réponse multisectorielle et coordonnée. L'étude plaide pour une approche globale intégrant prévention, protection, formation et législation, afin de transformer les écoles en environnements sûrs et inclusifs pour tous les apprenants.

I- Introduction

I. Contexte

La violence en milieu scolaire est une réalité massive dans le monde entier. Dans un contexte marqué par des guerres, des revendications identitaires, les catastrophes naturelles et la prégnance des cultures discriminatoires, ce phénomène a pris de l'ampleur dans nos lieux d'éducation et impacte négativement la scolarité des apprenants. Selon le Document de travail élaboré par l'UNGEI et l'UNESCO en Novembre 2013, « Le fait d'être victime ou simplement menacé de VBGMS entraîne souvent une performance scolaire médiocre, une fréquentation irrégulière, l'abandon des études, l'absentéisme et une faible estime de soi. » A ces conséquences néfastes sur le plan scolaire, il faut également mentionner le risque de contacter les MST et les dégâts sur la psychologie de la victime.

I.1. Contexte international

Ce constat était suffisant pour susciter l'attention de la communauté internationale, elle qui s'est donnée pour défi, depuis l'adoption des décennies de l'Education Pour Tous (EPT, Jomtien 1990, et Dakar 2000) jusqu'à celle de l'Objectif du développement durable n°4 (ODD4), de scolariser tous les enfants en âge scolaire en éliminant toutes les barrières à cette scolarisation (objectifs 2 et 5 du plan d'action de Dakar 2000). L'ODD4 se veut même plus précise et ambitieuse. En effet, la Déclaration d'Incheon (21 mai 2015) inscrit l'ODD4 dans une perspective humaniste, « fondée sur les droits de l'homme et la dignité, la justice sociale, l'inclusion, la protection, la diversité culturelle, linguistique et ethnique », ce qui amène les Etats-partis à s'engager à « éliminer les discriminations et la violence fondées sur le genre à l'école. »

Or, le slogan des Objectifs du développement durable (ODD) est bien « *ne laisser personne derrière* ». si donc les VBGMS sont un facteur de retard scolaire, d'insécurité et d'exclusion, les syndicats de l'éducation qui sont engagés dans la défense d'une éducation de qualité pour tous ne peuvent que se ranger en ordre de bataille contre un phénomène qui compromet non seulement la qualité de l'éducation, mais l'éducation tout court. Effectuer une recherche sur l'état des lieux des VGMS s'inscrit donc politiquement dans le cadre des ODD dans les lesquelles émargent notre pays, mais aussi dans le sillage de celui de Convention relative aux droits de l'enfant adoptée en 1989 par les Nations-unies et Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) adoptée en 1990 par l'Union Africaine.

I.2. Contexte national

Sur le plan national, le problème est grave et touche aussi bien les élèves que les enseignants. Depuis la fin des années 2010, des faits divers tragiques témoignent de la recrudescence de violences physiques – parfois meurtrières – au sein des établissements scolaires (par exemple des agressions mortelles commises entre élèves ou sur des enseignants). Le milieu universitaire n'est pas épargné par le phénomène. Dans une réflexion basée sur une enquête réalisée par le CODESRIA en 2013, le professeur Mimche révèle que les violences verbales et psychologiques sont les plus importantes (45,96% et 30,82%). De manière désagrégée, les données montrent que les insultes/injures (26,0%), les regards insistants (25,0%) et le mépris/calomnie (24,84%) constituent les violences les violences les plus courantes dans le milieu universitaire camerounais. S'agissant des actes de violences physiques, l'étude note que les frappes et autres brutalités physiques (5,03%) ainsi que les prises avec force d'objets personnels (4,06%) sont les plus récurrentes. Pour ce qui est des violences sexuelles, aussi bien les hommes que les femmes sont principalement victimes des attouchements (18% de femmes contre 12,5% d'hommes) et d'imposition d'images pornographiques (10,8% d'hommes contre 10% de femmes). Si on ajoute à ces violences classiques celles qui sont liées à l'insécurité dans les zones en crise, on comprend que le phénomène au Cameroun mérite d'être appréhendé dans toute sa profondeur si on veut l'éradiquer.

Cependant, malgré cette situation alarmante, aucune stratégie cohérente n'est encore mise sur pied par le gouvernement pour étrangler ce phénomène. Déjà en 2015, l'UNESCO a mené une étude sur la Réponse de l'éducation aux violences de genre en milieu scolaire au Cameroun. Constat était fait qu'en termes de politiques et stratégies, de formation des enseignants, de réglementation, d'intégration dans les curricula, de compréhension du phénomène, de code de conduite, presque rien n'a été fait en la matière. Et il en demeure ainsi jusqu'aujourd'hui. Quelques directives ont été données aux responsables d'établissement secondaires et primaires par les deux ministres en charge de ces départements ministériels pour combattre un phénomène dont on ne connaît d'ailleurs pas l'ampleur exacte et ses manifestations, aucune une étude n'ayant été commanditée dans ce sens.

I.3. Justification

Notre étude se situe donc en droite ligne de l'ODD4 et de la Stratégie du secteur de l'éducation et de la formation (2023-2030) du Cameroun, mais aussi des objectifs et le programme de l'Internationale de l'Education qui a, lors du Congrès mondial de 2015 au Canada, a invité ses organisations à engager une lutte contre les VBGMS, d'abord en réformant chacune leur statut et leur code de conduite pour les rendre explicitement plus sensibles au genre et d'y inclure des références claires visant à l'éradication de la violence sexiste en milieu scolaire ; ensuite, en menant un plaidoyer pour l'adoption de programmes et de pratiques pédagogiques qui contestent l'acceptabilité de la violence à l'égard des femmes

et des filles et défendent des règles comportementales équitables pour les deux sexes, basées sur le respect mutuel, et aussi pour des programmes de développement professionnel incluant des formations initiales et en cours de service permettant au personnel de l'éducation de donner des formations liées à la violence sexiste en milieu scolaire.

C'est donc dans ce triple contexte, celui de l'ODD4, de la SSEF du Cameroun et de la planification programmatique de l'IE que s'insère notre travail.

II- Objectifs de l'enquête

II.1. Objectif général

Ce travail vise à documenter de manière rigoureuse l'état des lieux de la violence genre en milieu scolaire au Cameroun et proposer des pistes de solutions pour neutraliser autant que faire se peut ce phénomène.
les formes et les causes de la violence scolaire (physique, verbale, psychologique, etc.) au Cameroun, et à proposer des pistes d'action adaptées pour éradiquer ou pour réduire significativement les violences basées sur le genre en milieu scolaire.

II.2. Objectifs spécifiques

De façon spécifique, l'enquête vise à identifier:

- les types de violences et leur ampleur ;
- les auteur s et les victimes desdites violences de façon désagrée;
- leur fréquence ;
- les lieux d'occurrence ;
- les réactions institutionnelles face aux VBGMS ;

III. Méthodologie

Le présent rapport d'étude est adossé sur une méthode mixte comprenant :

- un questionnaire envoyé aux élèves et apprenants entre le 10 janvier et le 29 avril 2025 (3 500 élèves sur les 5 régions choisies);
- cinq focus groups d'au moins 10 personnes regroupant des enseignants, des parents d'élèves et des personnels de l'administration scolaire et 10 entretiens avec des élèves, des administrateurs scolaires menés entre le 10 juin et le 27 juillet 2025.

III.1. Le questionnaire

Le questionnaire a été conçu suivant deux principes : la simplicité et la combinaison d'approches.

- **La simplicité**. Elle consistait à veiller à ce que le questionnaire soit relativement court et simple, de telle sorte que le répondant n'ait pas à effectuer de longues recherches et puisse le compléter dans un délai raisonnable. Toutefois, ce critère a été mis en balance avec le besoin de couvrir l'ensemble des sujets d'intérêt pour la question des VBGMS. Le sondage mené dans le cadre de l'enquête comportait 17 questions sur l'âge, le sexe, le type d'établissement, le niveau d'étude, les auteurs, les types de violences entre autres, pour un temps de réponse d'environ 20 minutes.

- **Combinaison des approches**. Associer questions quantitatives et qualitatives afin de faciliter l'analyse des données et leur représentation à travers des graphiques et des diagrammes, tout en laissant aux répondants la possibilité de fournir de plus amples informations ou de mentionner des mesures à prendre pour enrayer le phénomène des violences basées sur le genre en milieu scolaire, telle a consisté la combinaison des approches.

III.2. L'échantillonnage

L'échantillonnage de commodité a été retenu au niveau géographique, excluant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où sévit encore la lutte armée, et intégrant deux régions septentrionales où, du fait des pesanteurs socioculturelles, le statut de la femme n'a pas beaucoup évolué significativement malgré de vigoureuses sensibilisations.

Le questionnaire une fois élaboré a été envoyé aux leaders syndicaux des organisations syndicales de l'éducation affiliées à l'Internationale de l'Education, au Comité Camerounais des Femmes en Education (COCAFE) et à quelques enseignants afin d'avoir un retour sur sa pertinence et sa clarté. Il a ensuite été transmis à travers des enquêteurs-enseignants à un échantillon de commodité des élèves et apprenants des établissements scolaires publics et privés du primaire et du secondaire des cinq (5) régions choisies pour l'Etude. Il est resté disponible en ligne en anglais, en français durant toute la durée du sondage. Les enseignants des différents établissements participant à l'enquête ont encouragé et facilité le remplissage du questionnaire.

III.3. Les guides d'entretiens

Des guides d'entretiens ont été conçus de manière à compléter les résultats du questionnaire. Ils se concentrent sur cinq (5) thématiques clés identifiées par l'équipe du projet.

(1) **La compréhension du genre et des violences basées sur le genre en milieu scolaire** avec pour objectif, d'explorer les représentations et définitions spontanées et d'identifier les perceptions et la conscience du phénomène.

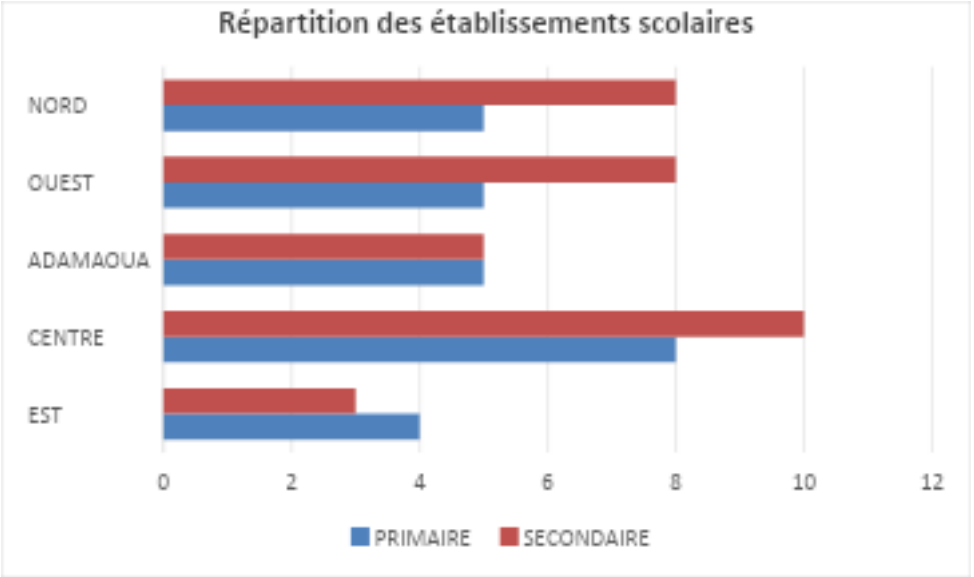
(2) **Les expériences et observations** (la reconnaissance et l'identification de la violence en milieu scolaire comme un phénomène sérieux), avec pour objectif de recueillir des exemples concrets de situation vécues ou observées

(3) **Les normes sociales et rôles de l'environnement (**l'exercice de services de suivi et d'accompagnement des victimes) avec pour objectif d'explorer les justifications, tolérances et facteurs sociaux

(4) **Les mécanismes de recours et de protection** avec pour objectif d'évaluer la capacité à agir et les dispositifs existants.

(5) **Les propositions et solutions** (les solutions et les stratégies pour endiguer le phénomène) avec pour objectif de faire émerger des pistes concrètes de prévention et d'action.

III.4. Le choix des établissements scolaires



Ce choix a été guidé par le souci d'assurer la représentativité des deux ordres d'enseignement (primaire et secondaire, public et privé). Il a permis de couvrir les régions ciblées et de garantir la représentativité de l'enquête.

Cinq (5) focus groups se sont tenus dans les cinq régions retenues pour l'Etude. Deux entretiens ont été menés dans trois régions (le Centre, l'Ouest et l'Adamaoua). Les entretiens se sont déroulés en anglais, et en français.

L'enquête a porté sur cinq (5) régions du pays (Centre, Est, Ouest, Adamaoua et Nord). L'échantillon comprenait 3 500 élèves des niveaux primaire et secondaire (collège privés et

Figure 1

privés confessionnels et lycée) et 120 enseignants/encadreurs (primaires issus d'écoles publiques et privées et secondaires). Les élèves ont été recrutés dans un panel d'établissements représentatifs de chaque région ; le profil moyen en âge et genre correspond à une majorité de collégiens et lycéens (12–18 ans) avec une légère surreprésentation des filles dans la plupart des échantillons régionaux. Les enseignants étaient pour la plupart des titulaires en exercice (statut fonctionnaire et salarié du secteur privé).

III-5 - Localisation géographique des structures

Dans chacune des cinq régions enquêtées, des établissements ont été choisis dans le cycle primaire et secondaire, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, dans le sous-système francophone ainsi que dans le sous-système anglophone.

III-6 - Choix des enquêtés

La condition primordiale ayant guidé ce choix est l'aptitude à la lecture, à l'écriture ainsi que l'analyse. Le questionnaire élaboré et soumis nécessitait les compétences en lecture et en écriture, ainsi que la compréhension du sujet. Cette exigence a porté le choix sur les classes de 4èmes et 3èmes du premier cycle, les classes de seconde et de première pour le secondaire ainsi que la classe du cours moyen 2 pour le primaire.

S'agissant des focus groups, il a semblé indispensable d'avoir dans chaque groupe de discussion des enseignants (au moins 4), des conseillers d'orientation (1), des assistants sociaux (1), des personnels administratifs (1), des élèves (garçons et filles) (4) et même des victimes de violence (2).

III-7 - Taux de réponse et aperçu des réponses

	Non réponses	Modalité citée n°1	Modalité citée n°2	Modalité la moins cité
Ages	3	Moins de 12 ans : 145	12-15ans: 418	16-18 ans: 421
Sexes	4	Féminin: 740	Autre : 8	Masculin: 487
Classes	23	Primaire: 50	Lycée: 945	Collège: 311
Type d'établissement	4	Public: 1101		Privée: 246
Type de violence	26	Violence verbale: 698	Violence physique: 558	Autre: 27
Victime de violence à l'école	82	Oui: 833		Non: 119
Fréquence des violences	27	Parfois: 252	Jamais : 311	Rarement: 201
Auteur des violences	270	Un autre élève: 629	Un membre du personnel: 38	Un enseignant: 254
Avez-vous signalé ?	243	Non: 298		Oui: 478
Avez-vous été témoin	25	Oui: 1054		Non: 216

de violence ?				
Violence en milieu scolaire	15	Oui: 941		Non: 61
En Avez-vous parlé ?	84	Oui: 599		Non: 405
Climat des violences à l'école	20	Positif: 272	Neutre: 492	Négatif: 126
Quel est votre ressenti ?	42	Pas du tout d'accord:285	D'accord: 225	Ni d'accord ni en désaccord:275
Avez-vous des ressources ?	67	Non: 375		Oui: 601

Tableau 1

III-8- Taux de réponse au questionnaire par région

Régions	Nombre d'élèves par Régions	Questionnaires émis	Questionnaires retournés	Taux des réponses
CENTRE	506 055	1 000	570	57 %
EST	89 750	500	81	16,2 %
ADAMAOUA	80 106	500	470	94 %
OUEST	308 753	750	700	93,33
NORD	145 339	750	650	86,66

Tableau 2

III-9 - Limites de l'étude

En raison de ressources limitées, l'étude n'a couvert que cinq régions, ce qui peut limiter la représentativité nationale. Les questionnaires étant auto-administrés, ils sont sujets à des biais de déclarations (sous-estimation par peur de sanctions, et des représailles etc.). De plus, bien que les focus groups aient enrichi la compréhension, leur petit nombre ne permet pas de généraliser leurs résultats.

Enfin, certaines données (par exemple, nombre d'abstentions sur certaines questions) n'ont pas été vérifiées par observations directes, et le caractère transdisciplinaire des violences (conflits interpersonnels, effets de crises politiques) peut exiger des études complémentaires plus ciblées.

II- Présentation des résultats

Cette partie est consacrée à la présentation des résultats des différentes données issues des questionnaires et des focus groups.

II-1. Analyse quantitative

Les réponses aux questionnaires élèves et enseignants révèlent des tendances claires sur les formes, la fréquence des violences et le lieu de leur occurrence. Cette partie présentera :

- les types de violences signalées ;
- Le sexe et l'âge des répondants et des victimes
- la fréquence des violences ;
- les lieux de leur occurrence ;
- Les auteurs de la violence ;
- les réactions institutionnelles face aux cas de violence

II-1-1. Les types de violences signalées

Sur l'ensemble des enquêtés, au moins 952 élèves admettent avoir subi des violences en milieu scolaire.
Ces élèves, toutes régions confondues, identifient essentiellement la violence verbale (moqueries, insultes, brimades, discriminations et intimidations), suivie de la violence physique (bagarres, gifles, bousculades, vols à l'arrachée) et des harcèlements divers en raison du genre et de la vulnérabilité des répondants.

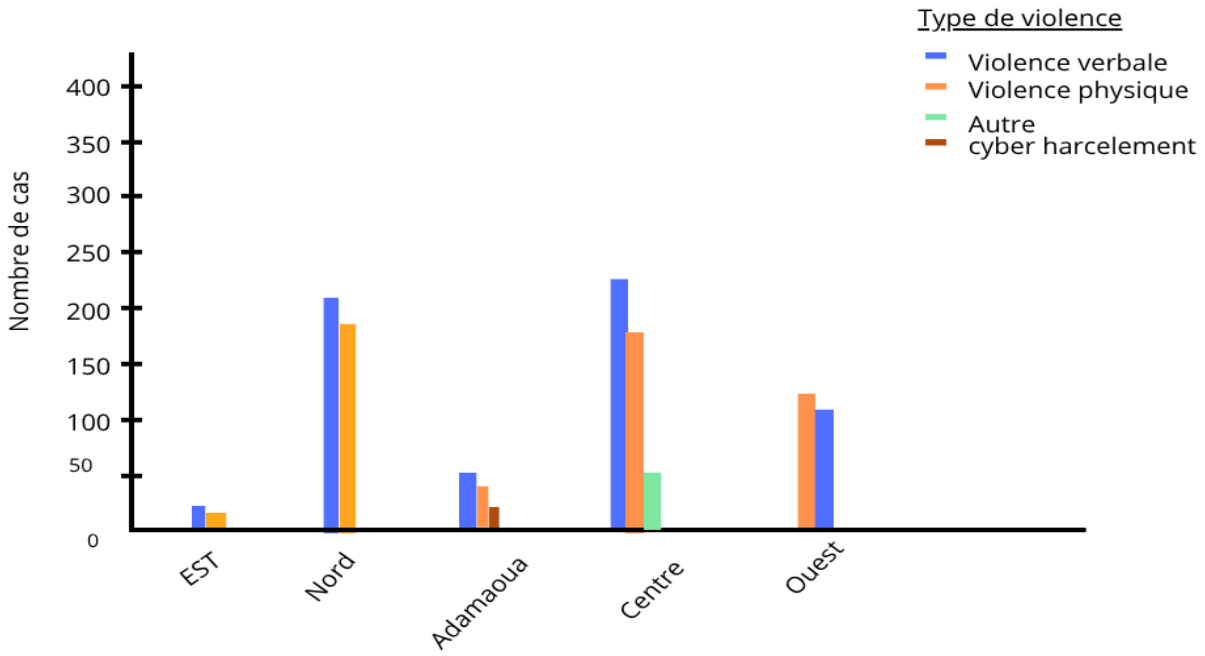


Figure 2 **Comparatif inter-regionale des types de violences**

II-1-1.1. Les violences verbales et physiques

Sur l'ensemble des cinq régions, un fait marquant nécessite d'être relevé, la prévalence des violences verbales et physiques entre élèves. Plus de 1 055 répondants soit 30,14 % de l'ensemble des répondants reconnaissent avoir subi des violences verbales (628) et physiques (427).

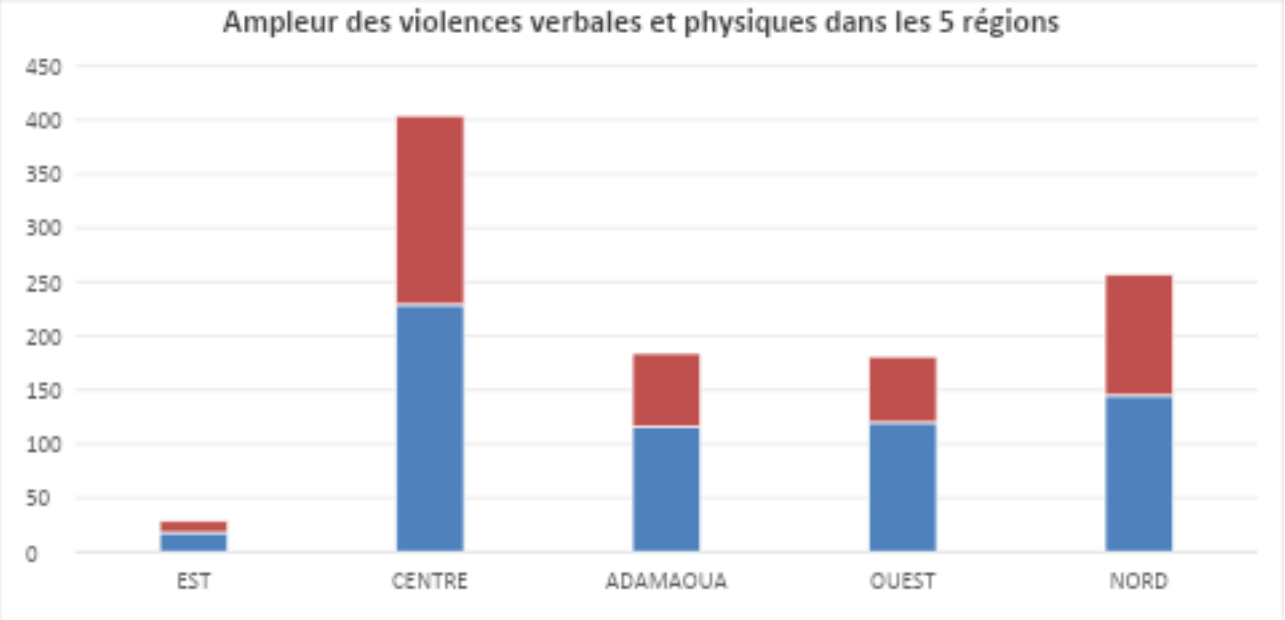


Figure 3

Toutefois, malgré le fait que ces deux formes de violence apparaissent comme les plus courantes en milieu scolaire au Cameroun, c'est dans les régions du Nord, du Centre et de l'Ouest où elles prospèrent le plus. Elles affichent respectivement les scores de 16,26 % (402 élèves), 16,34 % (404 élèves) et de 7,32% (181 élèves).

Les élèves interrogés évoquent la présence des élèves très violents et surtout une impunité des cas de violences signalées par l'administration scolaire, qui se rend par-là complice des dérives observées.

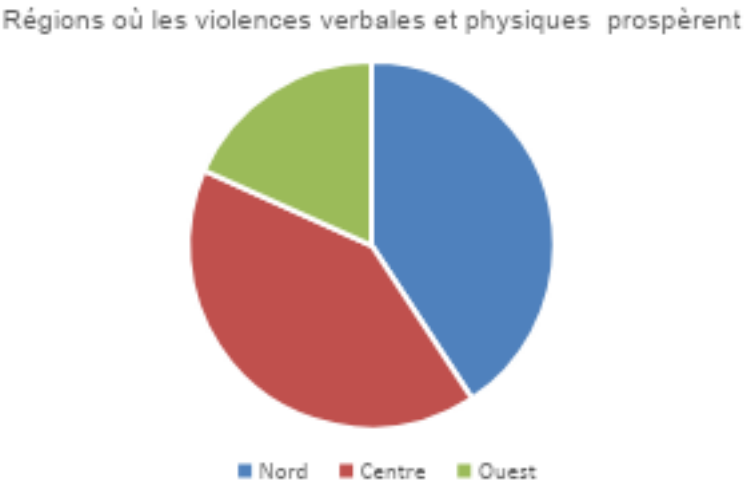


Figure 4

Donc près d'un tiers des élèves interrogés dans les cinq régions de l'étude sont victimes de cette double violence (verbale et physique). Ce n'est pas un phénomène marginal, mais une réalité significative qui touche une large proportion de l'échantillon. Cela indique un environnement scolaire où la violence sous ses différentes formes est fréquente et souvent interconnectée. Le fait que les victimes aient subi **les deux types de violence** est un point crucial. Cela suggère plusieurs dynamiques :

Escalade de la violence : La violence verbale (insultes, moqueries, menaces, harcèlement, discriminations, stigmatisation) peut souvent être un prélude ou un facteur déclencheur de la violence physique. L'engrenage insultes -bagarre est courant.

Cycle de victimisation : Un élève victime de violences physiques peut ensuite devenir la cible de moqueries ou d'humiliations verbales (sur ses blessures, sa "faiblesse"), et vice-versa.

Climat scolaire délétère : Cette co-prévalence révèle un environnement où l'agressivité est normalisée et peut s'exprimer librement, tant par les mots que par les actes. La frontière entre les deux est poreuse.

Le chiffre de 30,14% d'élèves victimes de violences à la fois verbales et physiques est un indicateur alarmant. Il ne décrit pas seulement des actes isolés, mais révèle aussi un climat disciplinaire préoccupant qui règne dans les établissements enquêtés. Cette analyse souligne l'urgence de mettre en œuvre une stratégie globale, allant de la prévention à la prise en charge, pour transformer les écoles en des lieux sûrs, respectueux et propices à l'épanouissement et à la réussite de tous les élèves.

Du côté des enseignants, 93 sur 119 (78 %) ont déjà subi au moins une violence verbale venant des élèves (parfois), alors que seul un faible nombre d'entre eux (13 enseignants, ~11 %) a été victime de violence physique.

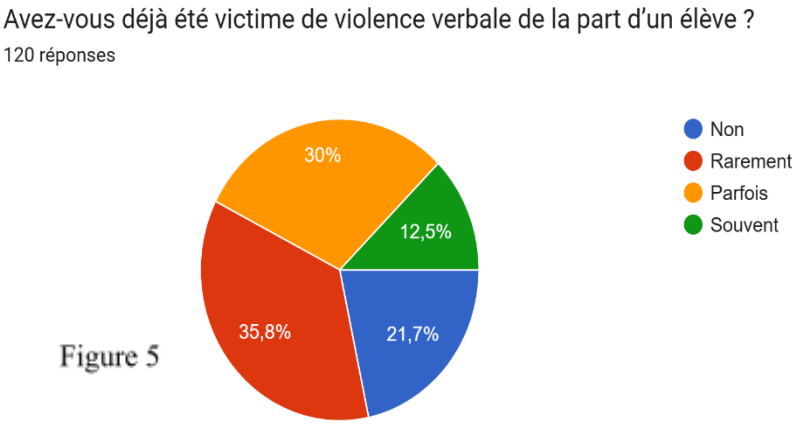


Figure 5

Plusieurs autres enseignants des régions ciblées par l'étude révèlent qu'ils sont aussi victimes de violences psychologiques de la part des élèves. Ces violences englobent les menaces, la propagation de fausses rumeurs, des lettres et mots anonymes. 80,7% l'ont attesté.

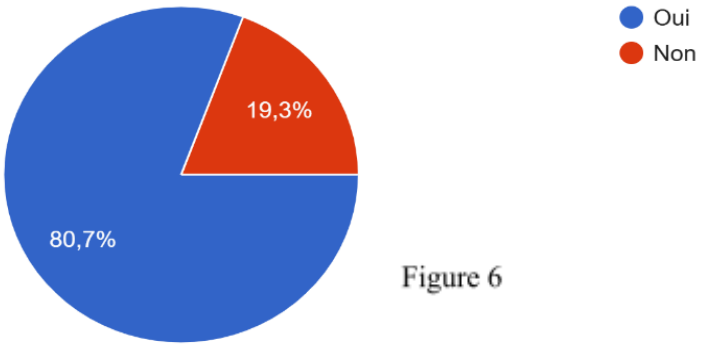


Figure 6

L'étude a aussi permis d'identifier les auteurs de ces violences. Ainsi, dans les 5 régions, 249 répondants indiquent avoir été victimes de violence de la part d'un enseignant, tandis que 453 l'ont été de la part d'autres élèves et 92 avaient subi des violences d'autres personnes.

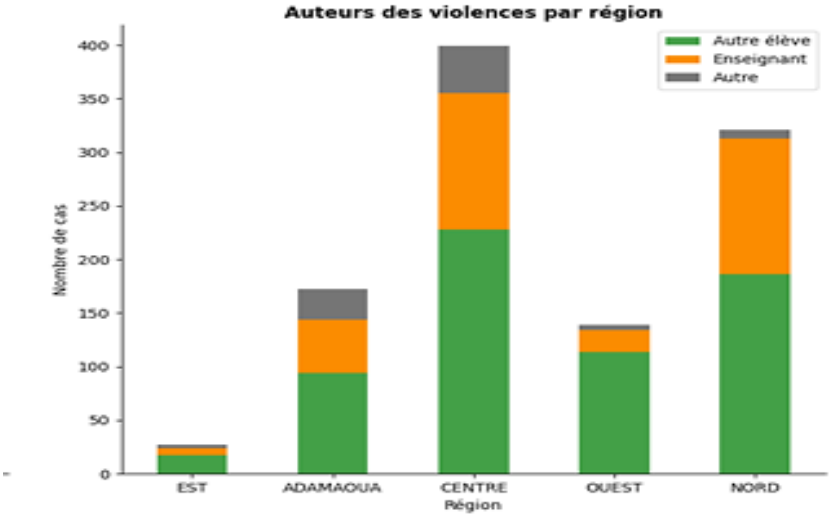


Figure 7

II-1-1-2. La tranche d'âge des victimes

Sur les cinq régions de l'étude, les tranches d'âge des victimes varient de 12 ans à 18 ans. Ceci démontre la vulnérabilité des victimes. Pour éviter les traumatismes, les décrochages scolaires, des mesures de prévention, de sensibilisation doivent être mises sur pied pour rendre les établissements scolaires plus sains et plus sûrs

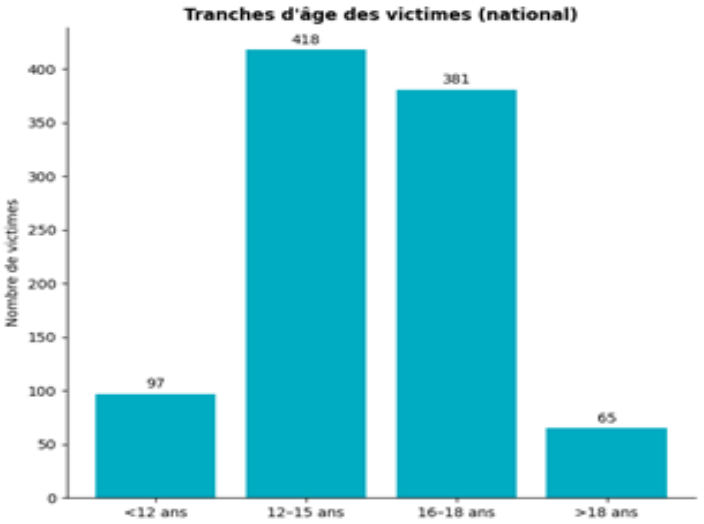


Figure 8

II-1-1-3. Le sexe des victimes

L'étude révèle aussi que les victimes de violences sont plus de sexe féminin que masculin dans l'ensemble des cinq régions ciblées par l'étude. Les stéréotypes de genre, le patriarcat et la discrimination qui s'en suit rendent vulnérable les femmes et les filles. Cette vulnérabilité des femmes et des filles les expose à toutes les formes de violences.

L'école étant un droit fondamental pour tous, l'environnement scolaire doit permettre à tous les élèves et apprenants en général et aux jeunes filles en particulier de s'instruire e s'éduquer dans un cadre sûr et sain.

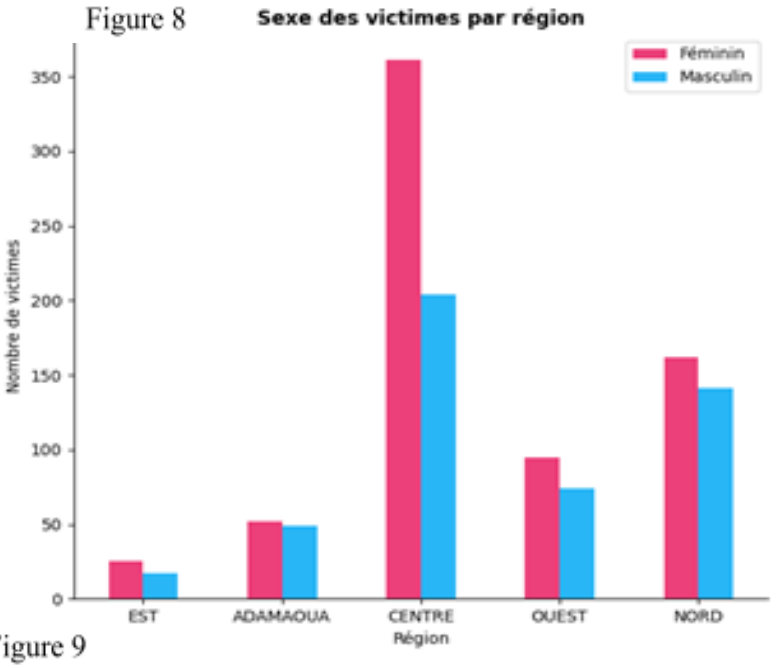


Figure 9

En conclusion, les principales personnes impliquées sont les autres élèves (bagarres entre camarades) et dans une moindre proportion, des enseignants (corporalité, punitions controversées). Un petit nombre de cas implique des externes (parents, surveillants). Ces tendances sont cohérentes avec la littérature camerounaise soulignant la diversité des acteurs (élèves, enseignants, parents, forces de l'ordre) dans les cas rapportés.

II.1.1.4. La Fréquence perçue

Plusieurs modalités avaient été prévues pour vérifier la fréquence des violences (jamais, rarement, parfois, souvent et toujours). Si 311 répondants ont déclaré n'avoir jamais subi de violences, plus de 753 les ont subi souvent, parfois et toujours.

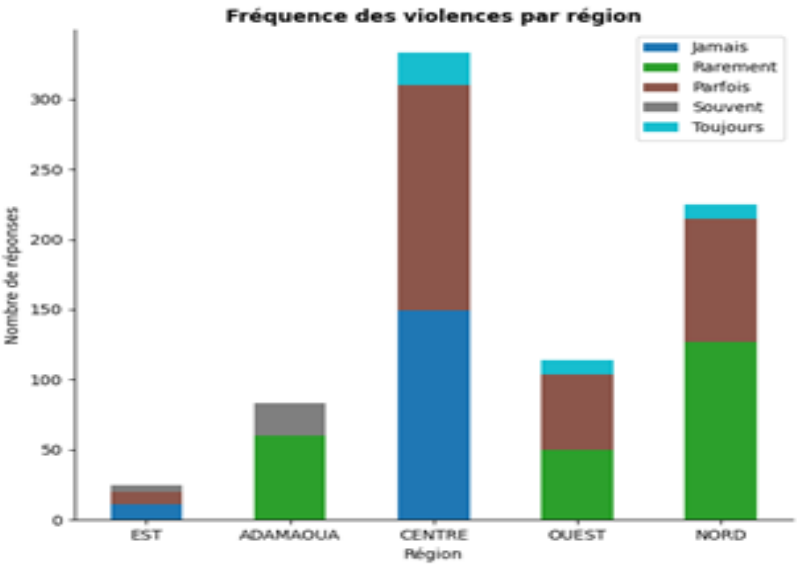


Figure 10

Les enseignants quant à eux jugent que les conflits **entre élèves** sont particulièrement fréquents (58 % qualifient ces violences de « très fréquentes »), alors que les violences élèves→enseignant ou enseignant→élèves sont plutôt occasionnell (seulement 8–12 % les jugeant « très fréquentes »).

Le problème est donc réel et des stratégies doivent être mises en place pour éradiquer ce problème et transformer nos établissements scolaires en des sanctuaires de socialisation.

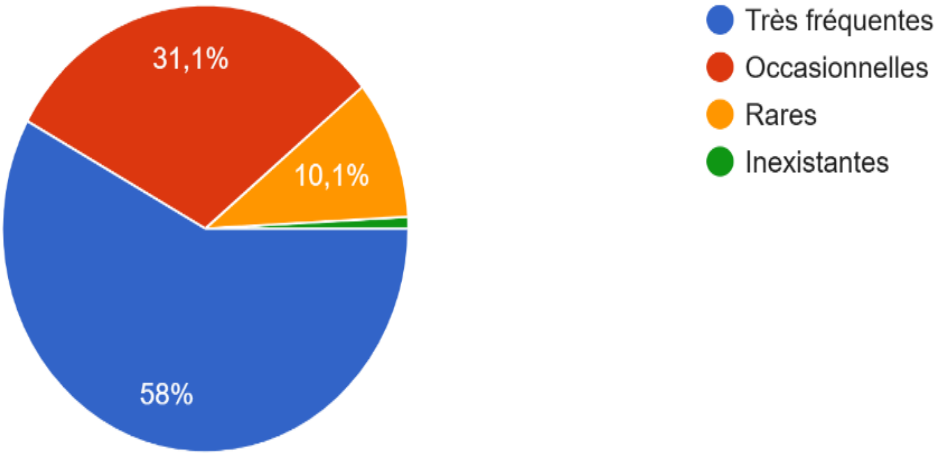


Figure 11

Les agressions entre collègues enseignants sont rares (55 % « rares/inexistantes ») et les violences impliquant les parents sont majoritairement « occasionnelles » (45 %) ou « rares » (39 %). Ce constat est résumé dans le tableau ci-dessous :

Tableau synoptique de la fréquence des violences

Type de violence :	Très fréquentes	Occasionnelles	/Rares/Inexistantes
Entre élèves	58 %	31 %	11 %
Élèves → enseignants	8 %	51 %	41 %
Enseignants → élèves	12 %	47 %	41 %
Entre enseignants	4 %	17 %	79 %
Parents → école	10 %	45 %	45 %

Tableau 3

II-1-1-5. Les lieux de violence et les acteurs

Dans l'ensemble des cinq (5) régions, l'enquête révèle que les principaux acteurs des violences en milieu scolaire sont les autres élèves. Les statistiques des régions du Centre, de l'Ouest et de l'Adamaoua, sont respectivement 228, 114, 94.

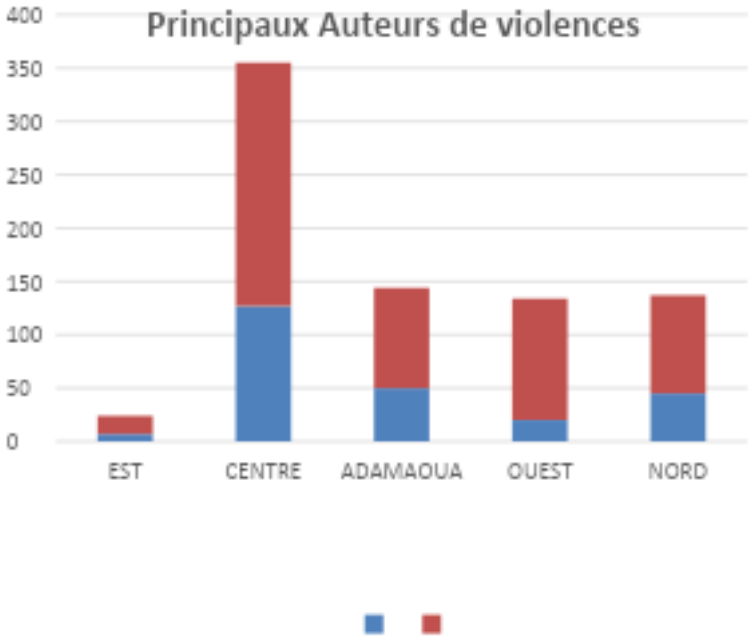
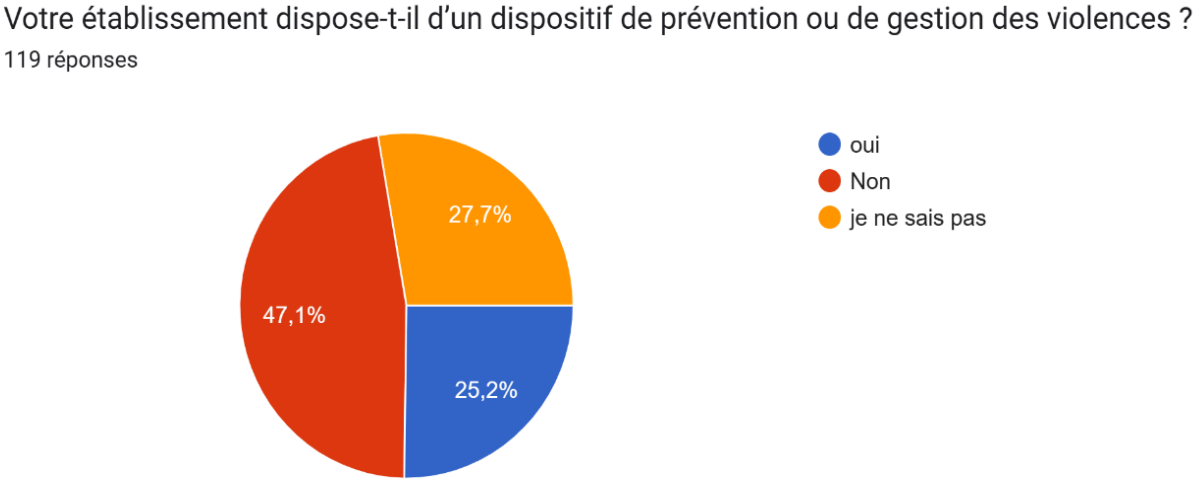


Figure 12

Les violences scolaires se produisent majoritairement **dans l'enceinte de l'école** (salle de classe, cour de récréation) et parfois pendant les trajets. Selon les réponses agrégées, la **cour de récréation et les classes** sont citées comme les principaux lieux de conflit.



- **Réactions institutionnelles.** La moitié environ des enseignants (56/119, 47 %) indiquent que leur établissement **ne dispose d'aucun dispositif formel** de prévention (33 ignorent l'existence de telles mesures et 30 déclarent explicitement leur absence).

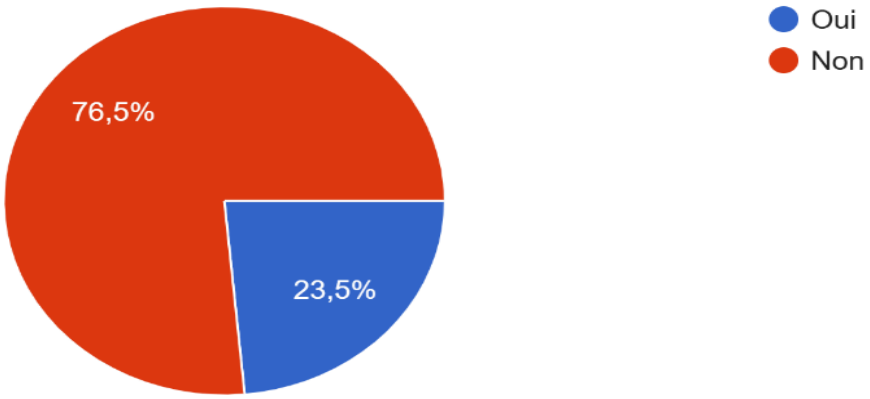


Figure 13

De même, seule une minorité (24 %) a bénéficié d'une formation sur la gestion de la violence scolaire.

En cas d'incident, les réactions spontanées des enseignants consistent souvent à **dialoguer avec l'élève concerné (20 % des réponses simples)**, et/ou à **alerter la direction scolaire (19 %)** ou à **contacter les parents (16 %)**, parfois avec sanction.

Parmi les enseignants ayant subi une violence, 72 ont reçu un certain soutien (60 %), principalement de la part de collègues ou de la hiérarchie scolaire, tandis que 47 (40 %) n'ont reçu aucun accompagnement. Ces chiffres montrent le fossé entre l'ampleur des violences constatées et la faiblesse des réponses institutionnelles.

Sur le plan quantitatif, notre étude confirme que la violence scolaire est répandue au Cameroun, en particulier dans les interactions entre élèves. Les violences verbales sont les plus banales, mais des agressions physiques (parfois graves) sont également présentes. Sur l'ensemble des enquêtés, au moins les trois quarts ont été témoins de l'une ou de l'autre forme de violences connues. Le contraste vient du taux élevé de ceux qui n'ont pas pu dénoncer la situation vécue pour une peur inavouée ou pour une raison quelconque.

Le manque de structures de prévention et de formation des enseignants laisse les acteurs isolés face au problème. Ces résultats confirment les observations d'autres études régionales et soulignent la nécessité d'interventions ciblées.

II-2. L'analyse qualitative (focus groups)

Les focus groups ont permis d'identifier plusieurs thèmes majeurs et points de vue contrastés :

II-2-1. Mauvaise compréhension du concept de Genre

Ce point met en évidence les résultats enregistrés sur la compréhension du concept genre en général et le genre en milieu scolaire en particulier.

Sur l'ensemble des cinq (5) groupes de discussion, ils se comptent du bout des doigts, les intervenants qui maîtrisent la compréhension du concept « Genre ». Du Nord au Centre en passant par l'Adamaoua, l'Est et l'Ouest, les participants assimilent le genre au sexe,

« Le genre c'est le sexe », «le genre c'est le masculin et le féminin ».

Cette perception crée beaucoup de problèmes parmi lesquels la non prise en compte, des personnes vulnérables, des minorités, des déplacés internes et externes, des personnes vivant avec des handicaps ou des malformations…, ce qui **perpétue des pratiques qui pérennisent les inégalités et laissent libre** cour aux violences.

Seulement 25 % savent que le genre est une construction sociale des rôles dévolus aux hommes et aux femmes.

Défis à relever.

L'expression « violence basée sur le genre » est souvent utilisée de manière interchangeable avec l'expression « violence à l'égard des femmes ». Cependant, l'expression « violence basée sur le genre » souligne la dimension sexo-spécifique de ces types d'actes ; ou en d'autres termes, la relation entre la condition de subordination des femmes ou des hommes dans une société donnée et la vulnérabilité croissante à la violence.

D'énormes défis sont à relever, la prise en compte de plusieurs aspects : la vulnérabilité de plusieurs couches parmi lesquelles les déplacés internes et externes, la dislocation du tissu familial, La notion de genre est mieux comprise si elle est placée dans le contexte des rôles dévolus par la société aux hommes et aux femmes.

II-2-2. Compréhension parcellaire de l'expression Violences basées sur le genre

Elèves et enseignants décrivent les violences basées sur le genre comme tout acte, toute violence, toute frustration à l'encontre d'un garçon ou d'une fille en milieu scolaire (plus de 70 % des participants).

D'autres répondants (30 % environ) comprennent les violences basées sur le genre comme des actes commis contre une personne en raison de son sexe ou de son genre.

En milieu scolaire, les Violences Basées sur le Genre en Milieu Scolaire (VBGMS) regroupent un ensemble de comportements, d'actes, d'attitudes ou de pratiques qui touchent élèves, enseignants et personnel éducatif, et qui reposent sur

Défis à relever.

Les Violences Basées sur le Genre (VBG) est un terme générique pour tout acte nuisible et préjudiciable perpétré contre le gré de quelqu'un, et qui est basé sur des différences socialement prescrites entre hommes et femmes. Les actes de VBG enfreignent/violent un certain nombre de droits humains universels protégés par les conventions et les instruments normatifs internationaux

les rapports de pouvoir inégalitaires entre les sexes. Les principales formes de VBGMS évoquées par les participants aux discussions sont constituées :
- des **Violences sexuelles qui regroupent le** harcèlement sexuel (propos, gestes, avances insistantes de la part d'enseignants, camarades ou personnels), les attouchements, (caresses non désirées), les tentatives de viol ou viols, l'exploitation sexuelle (par exemple : notes contre faveurs sexuelles, parfois appelée *sex for grades*).
- des Violences physiques constituées des coups, gifles, bousculades, infligés avec un biais sexiste, des sanctions corporelles disproportionnées ciblant surtout les filles ou les garçons selon les stéréotypes.
- des Violences psychologiques et verbales qui regroupent des moqueries, humiliations, insultes sexistes, des menaces ou intimidations liées au sexe de l'élève, des discriminations dans l'accès à certaines matières ou activités (ex. : décourager les filles en sciences, minimiser les garçons dans certaines disciplines).
- des Mariages et grossesses précoces (Mariage forcé ou précoce entraînant l'abandon scolaire, grossesses précoces souvent liées à des abus, des rapports déséquilibrés ou au manque d'éducation sexuelle).
- des Pratiques discriminatoires institutionnelles : (Règlements ou attitudes d'école qui punissent davantage les filles enceintes que les auteurs de grossesses, Absence de mécanismes clairs de signalement et de prise en charge des victimes).

- **Du témoignage des auteurs et des témoins**

- *Plusieurs enseignantes révèlent que les collègues hommes profitent de la naïveté des élèves filles pour les harceler sexuellement*
- *Certains enseignants font avorter des élèves qu'ils ont mis enceintes*
- *La violence verbale est devenue banale et fait rire les élèves et même certains enseignants*
- *Certains enseignants donnent des notes fallacieuses en échanges des faveurs extra scolaires*

II-2-3. De la réaction de l'entourage face à la violence

Dans la plupart des cas, les victimes n'ont pas été bien accompagnées par leur responsable direct. Il y a une méconnaissance des conséquences de certaines formes de violences sur le terrain, ce qui entraine la légèreté avec laquelle certains cas de violence rapportés sont traités. Lorsque la violence est exercée par celui qui est censé protéger la victime, il faut des institutions avec des lois fortes et bien appliquées pour venir à bout de ce type d'acte.
La plupart des victimes ont eu recours à une aide extérieure à leur cadre scolaire et familial pour obtenir de l'assistance et le soutien qu'elles méritaient

II.2.4. Des conséquences sur l'environnement scolaire

Enseignants et élèves s'accordent à dire qu'un climat de méfiance et de peur règne dans les établissements où s'exercent la violence, ce qui ne favorise pas le processus d'enseignement/apprentissage serein, et qui est peu propice à la franche collaboration devant aboutir aux résultats escomptés sur le plan pédagogique et disciplinaire. Certaines de ces violences ont entrainé le délitement de la chaine pédagogique pour le plus grand désarroi des

apprenants. Certaines familles sont aussi des berceaux où naissent et grandissent la violence perpétrée en milieu scolaire

II.2.5. Normes sociales et rôles de l'environnement

Les participants aux différents focus groups ont identifié des normes collectives, des attitudes/croyances, des représentations sociales qui alimentent/encouragent les VBGMS. On a pu relever des :

- **Rapports de pouvoir inégalitaires** entre enseignants/élèves, garçons/filles, enseignants/leur hiérarchie.
- **Structures, programmes scolaires inadaptés** (absences de rampes pour les personnes à mobilité réduite, absence des toilettes séparées pour garçons et filles),
- **Absence de formation du personnel d'encadrement** de nos établissements scolaires (les surveillants et surveillants généraux n'ont reçu aucune formation sur la gestion des violences basées sur le genre en milieu scolaire),
- **Stéréotypes de genre** profondément ancrés dans la société camerounaise (fille = obéissante, garçon = fort et dominateur).
- **Culture du silence** et peur de la stigmatisation des victimes.
- **Contexte socio-économique fragile** (pauvreté, corruption, pression sociale pour le mariage précoce).
- **Crises sécuritaires** (Boko Haram, NOSO) qui augmentent les risques d'exploitation et de violences.

Les VBGMS au Cameroun vont bien au-delà de la simple violence physique. Elles incluent **tout acte discriminatoire, abusif ou violent lié au sexe ou au genre**, perpétué dans l'espace scolaire ou dans ses environs, qui empêche les élèves (surtout les filles, mais aussi les garçons) de bénéficier pleinement de leur droit à une éducation de qualité inclusive pour tous.

- **Climat scolaire et ressentis.** Élèves et enseignants décrivent un climat d'insécurité diffuse. Plusieurs élèves ont souligné qu'ils se sentent « stressés » ou « menacés » à l'école.

II.2.6. Nature des conflits

Tous s'accordent à dire que les violences les plus fréquentes sont verbales (insultes, moqueries, discriminations) ou symboliques (harcèlement). Certains élèves évoquent des brimades liées à l'origine sociale ou au genre ***(« On se moque de mes vêtements parce que je suis pauvre »).*** Les violences physiques existent surtout lors de rixes (bagarres dans la cour, coups portés sur les plus faibles).

Par exemple, un élève d'un groupe de discussion a déclaré : ***« Quand on vient le ventre vide à l'école ou qu'on vit dans le bruit des disputes à la maison, on sort sa colère à l'école… ».***

Les parents insistent sur le rôle de la **norme sociale** : certains estiment que ***« les enfants d'aujourd'hui manquent de respect parce qu'ils sont élevés avec la télévision et le téléphone »,*** évoquant un écart de valeurs intergénérationnel.

II.2.7. Traitement inégal et discriminatoire en raison du genre

Plus de 75 % de participants précisent que le **traitement inégal et discriminatoire en raison du genre**, en milieu scolaire, signifie que **filles et garçons ne bénéficient pas des mêmes opportunités, du même respect ni du même traitement**, uniquement parce qu'ils sont perçus à travers des stéréotypes liés au sexe. Ils indiquent que ;

1. **Dans les pratiques pédagogiques,** les Enseignants encouragent davantage les garçons en mathématiques et sciences, et orientent les filles vers la couture, la cuisine ou les "matières douces", la distribution inégale de la parole en classe : garçons sollicités pour répondre aux questions difficiles, filles ignorées ou réduites à des tâches "d'assistance" (nettoyer le tableau, arranger la salle), des notes attribuées ou appréciations influencées par des préjugés ("une fille ne peut pas être bonne en physique").

2. **Dans l'organisation de l'espace et des activités scolaires, les répondants relèvent une** Séparation implicite des espaces : terrains de sport réservés aux garçons, filles cantonnées au volleyball ou à la danse, une participation limitée des filles aux clubs scientifiques ou associations scolaires, des activités extrascolaires stéréotypées (garçons = leadership, filles = assistance).
3. **Dans les règles et sanctions (**Tolérance des retards ou absences chez les garçons, mais répression stricte envers les filles, exclusion des filles enceintes, mais absence de sanctions pour l'auteur de la grossesse, tolérance sociale vis-à-vis des comportements violents ou agressifs des garçons ("c'est normal, il est garçon"), mais répression d'attitudes jugées "inconvenantes" chez les filles, des punitions inadaptées aux filles.
4. **Dans les interactions sociales et culturelles** (Langage discriminatoire ou stigmatisant ("les filles sont faibles", "les garçons ne doivent pas pleurer"), Moqueries envers les garçons qui choisissent des activités considérées comme "féminines", Valorisation des filles dociles et soumises, au détriment de celles qui prennent la parole ou revendiquent leurs droits.
5. **Au niveau institutionnel et structurel** (Absence de dispositifs adaptés pour protéger les filles victimes de VBG, manque d'infrastructures favorisant l'égalité : absence de toilettes séparées pour filles et garçons, créant de l'insécurité, programmes scolaires et manuels qui perpétuent les stéréotypes de genre (images de l'homme comme savant/leader et de la femme comme ménagère).

En résumé, le **traitement inégal et discriminatoire en raison du genre** se manifeste par des **attitudes, règles, pratiques ou stéréotypes** qui accordent plus de valeur, d'opportunités ou de tolérance à un sexe (souvent les garçons) au

Verbatim : ***« On ne se sent jamais vraiment en sécurité, même en classe – il suffit d'un mot de trop et ça dégénère »*** (élève de la classe de 3ème, Centre).

Les enseignants, quant à eux, notent un sentiment de défiance : ***« Les élèves n'ont plus peur, on n'arrive plus à les cadrer – le travail des profs devient impossible sans aide »*** (enseignant, Yaoundé). Les parents interrogés font souvent le lien entre le comportement des enfants et des conflits familiaux ou socio-économiques.

détriment de l'autre (souvent les filles), avec des conséquences directes sur la réussite scolaire et l'égalité des chances.

Les enseignants relèvent parfois des violences corporelles légitimées par une discipline stricte ***(« il y a encore des proviseurs qui défendent la gifle comme punition »).*** Les violences sexuelles ont été évoquées en filigrane dans certains groupes de filles (harcèlement par des camarades), mais restent taboues et peu décrites en séance.

- **Perceptions divergentes.** Les enseignants ont tendance à considérer la violence comme un problème de discipline à régler dans l'établissement (« manque d'autorité »), tandis que les élèves mettent l'accent sur les conditions extérieures (pauvreté, abandon familial, stress social) qui les rendent « plus violents ».

- **Actions et limites perçues.** Enseignants et élèves relèvent que signaler un incident n'entraîne pas toujours de suite satisfaisante. Plusieurs évoquent un problème d'impunité ***: « Si je parle, ça ne sert à rien, l'élève récidive après »*** (enseignant).

Sur la thématique 4, les participants indiquent qu'il est crucial de mettre en place des **mécanismes de recours** pour signaler, dénoncer, obtenir justice et des **mécanismes de protection** (pour prévenir, accompagner, sécuriser les victimes).
Selon les interventions notées, les mécanismes de recours sont les dispositifs permettant aux victimes ou témoins de signaler une VBG et d'obtenir justice. Ils ont suggéré :

1. **Au niveau de l'école**
    - Mise en place de **points focaux genre** (enseignants formés, référents sûrs).
    - Création de **boîtes à suggestions/plaintes confidentielles** accessibles aux élèves.
    - Création d'une école des parents,
    - Existence d'un **registre de signalement** pour consigner anonymement les cas.
    - Clubs scolaires contre les VBG avec rôle de veille et de sensibilisation.
2. **Au niveau communautaire**
    - Collaboration avec les **associations locales et ONG** spécialisées en droits des femmes et des enfants.
    - Implication des **parents d'élèves** et comités de gestion des établissements.
    - Mise en place de **cellules d'écoute communautaires** proches des écoles.
3. **Au niveau institutionnel**
    - Recours aux **services sociaux** (Délégation des affaires sociales, protection de l'enfance).
    - Dépôt de plainte auprès de la **police/gendarmerie** (unités spécialisées dans la protection de l'enfance et des femmes).
    - Saisine des **juridictions compétentes** en cas de viol, harcèlement, exploitation.
    - Utilisation des **numéros verts** nationaux (lorsqu'ils existent) pour dénoncer.

Quant aux dispositifs de protection, il s'agit selon les répondants, des mesures garantissant la sécurité, le soutien et la réinsertion des victimes. Ils ont suggéré :

1. **Au sein de l'école**

- Élaboration et application d'un **code de conduite** pour élèves et enseignants.
- Mise en place de **comités de protection** dans les établissements scolaires.
- Formation des enseignants et personnels éducatifs au **repérage précoce** des VBG.
- Aménagements sécuritaires : éclairage, clôtures, toilettes séparées filles/garçons.

2. **Pour l'accompagnement des victimes**
   - Mise en place de **services d'écoute et de counseling** (psychologues, éducateurs formés).
   - Orientation des victimes vers des **centres de santé** pour prise en charge médicale (soins post-viol, IST, grossesses précoces).
   - Assistance juridique gratuite pour les victimes vulnérables.
   - Mesures de confidentialité et protection contre les représailles (par exemple transfert d'élève ou mutation d'enseignant agresseur).

3. **Dans la prévention à long terme**
   - Intégration de l'**éducation à la vie et à la santé sexuelle et reproductive** dans les programmes scolaires.
   - Campagnes régulières de **sensibilisation** auprès des élèves, enseignants, parents.
   - Formation pour les enseignants afin qu'ils deviennent **vigies** et défenseurs de l'égalité.
   - Suivi-évaluation régulier par le **Ministère des Enseignements Secondaires et le Ministère de l'Education de base** et leurs partenaires pour identifier les failles.

Convergence/divergence *:* Les trois groupes (élèves, enseignants, parents) s'accordent sur la nécessité d'un suivi psychologique et éducatif.

Toutefois, les divergences portent surtout sur la source du problème : les élèves citent surtout les facteurs familiaux et économiques, alors que les enseignants insistent sur le manque de discipline et les lacunes de l'école. Les parents, pour leur part, pointent souvent la « perte d'autorité » du milieu scolaire et des failles dans la formation civique. Ces analyses croisées montrent qu'aucune explication simple ne suffit, et confirment le caractère multifactoriel du problème.

III- Facteurs explicatifs

L'enquête suggère que les violences scolaires résultent d'une **interaction de facteurs individuels et groupaux, psychosociaux, économiques, familiaux et institutionnels**. Parmi les facteurs cités par les participants on note :

III.1. Facteurs individuels et groupaux

Au niveau individuel, Il s'agit des caractéristiques personnelles, de l'histoire et du psychisme de chaque élève. Il explique la prédisposition, mais pas l'action. Un enfant colérique ne deviendra pas forcément harceleur. C'est la rencontre avec le niveau groupal qui va activer ou non cette potentialité.

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte :

  - **Estime de soi :** Un élève avec une faible estime de soi peut adopter des comportements agressifs pour masquer ses insécurités ou, à l'inverse, devenir une cible facile.
  - **Régulation des émotions :** Des difficultés à gérer la colère, la frustration ou la jalousie peuvent conduire à des passages à l'acte violents.
  - **Empathie :** Un déficit de capacité à se mettre à la place de l'autre et à ressentir sa souffrance facilite le passage à l'acte.
- **Histoire personnelle et socialisation familiale :** Un enfant exposé à la violence à la maison peut la reproduire comme un mode de relation "normal".
- **Caractéristiques perçues comme "différentes" :** Un handicap, un trouble de l'apprentissage (dyslexie, TDAH), une apparence physique, une orientation sexuelle ou une origine socio-culturelle perçue comme hors norme peuvent devenir des prétextes à la victimisation, mais ne sont en **aucun cas** des causes.

Le niveau groupal est le plus crucial pour comprendre la prédominance des violences entre pairs. L'école est avant tout un système social. Il s'agit de comprendre :

- **La Dynamique de Groupe :** Dans tout groupe se créent des rôles sociaux immuables :
  - **Le meneur :** Souvent en quête de pouvoir et de reconnaissance.
  - **Les suiveurs :** Ils adhèrent par conformisme, peur de devenir victimes à leur tour, ou désir d'appartenance.
  - **Les renforceurs :** Ils rient ou encouragent silencieusement, alimentant le phénomène.
  - **Les témoins passifs :** Ils désapprouvent mais n'interviennent pas par peur, sentiment d'impuissance ou respect d'une "loi du silence".
  - **Les défenseurs :** Rares, ils prennent la défense de la victime.
  - **La victime :** Isolée, souvent stigmatisée par une différence.

- **La Recherche de Statut et la Loi du Plus Fort :** Le groupe scolaire fonctionne souvent comme une micro-société hiérarchisée. La violence (physique, verbale, sociale) devient une monnaie d'échange pour grimper dans cette hiérarchie. Être "populaire" peut passer par la domination des autres.

- **La Construction de l'Identité par l'Exclusion :** Pour souder le groupe et définir une identité commune ("nous"), il faut un "eux". La désignation d'un bouc émissaire est un mécanisme groupal archaïque et puissant qui permet de cristalliser les tensions internes du groupe sur un individu.

Développer l'idée que "les violences scolaires résultent d'une interaction de facteurs individuels et groupaux, psychosociaux" revient à passer d'une logique de **causalité simple** (A cause B) à une logique de **système complexe**.
Cela a une implication majeure pour la prévention : **il est inefficace de se concentrer sur un seul niveau.** Une action qui ne ciblerait que les individus "agresseurs" (par la sanction seule) sans agir sur le rôle du groupe (en formant les témoins) et sur le climat de l'établissement (en impliquant toute la communauté éducative) est vouée à l'échec. La solution réside dans une approche globale qui vise à briser ce cercle vicieux à tous les étages.

III.2. Facteurs Psychosociaux et culturels

Les stéréotypes de genre et les rôles sociaux normés jouent un rôle majeur. Les travaux récents montrent que les normes patriarcales exposent les filles à des violences sexuelles ou psychologiques, tandis que les garçons sont davantage impliqués dans des violences physiques et souvent endurcis par l'idée d'autorité et de force. Le manque de repères moraux et la banalisation de la violence dans la société (par exemple, violence politique ou communautaire) sont également mis en cause par les enseignants.

III.3. Facteurs Économiques et familiaux

Le **niveau socio-économique** bas des familles apparaît fréquemment comme un catalyseur de violences. La pauvreté, l'échec scolaire des parents, la consommation d'alcool/drogues ou les problèmes de santé mentale chez les parents génèrent stress et instabilité chez l'enfant, qui peut projeter cette colère à l'école. Des études camerounaises antérieures avaient déjà souligné l'influence de l'éducation parentale et du suivi familial sur le comportement des élèves. De plus, le contexte de crise (séparatisme anglophone, violences armées dans certaines régions) exacerbe l'insécurité et renforce chez certains jeunes l'accès facile aux armes ou la tentation de reproduction de la violence.

III. 4. Facteurs Institutionnels et scolaires

Les participants critiquent le manque de **régulation et de prévention** formelle. Les établissements manquent souvent de charte de discipline claire ou de dispositifs (médiateurs, clubs de vie scolaire). L'absence ou l'insuffisance de formation des enseignants à la gestion des conflits et la surcharge d'élèves par classe aggravent la situation. L'impunité scolaire – c'est-à-dire le fait qu'un grand nombre d'incidents ne sont pas traités sérieusement – nourrit le sentiment d'échec collectif. En outre, la fragilité du cadre législatif (absence de lois strictes contre la violence scolaire) et l'application laxiste des règlements internes limitent les capacités d'action des écoles.

L'impact des crises sécuritaires (au **NOSO** – Nord-Ouest et Sud-Ouest – et de **Boko Haram** dans l'Extrême-Nord) sur les **violences en milieu scolaire** est profond, multidimensionnel et touche aussi bien les élèves, les enseignants que les communautés. Perturbation du droit fondamental à l'éducation, Exposition accrue aux Violences Basées sur le Genre (VBG), Insécurité et violences directes à l'école. On peut y ajouter :

- **Fermeture massive d'écoles** : dans le NOSO, le mot d'ordre de « ville morte » et les menaces armées ont conduit à la fermeture ou destruction de milliers d'établissements scolaires. Dans l'Extrême-Nord, Boko Haram a attaqué et incendié des écoles.
- **Décrochage scolaire massif** : des milliers d'élèves abandonnent l'école, ce qui accroît leur vulnérabilité aux mariages précoces, au travail forcé, à la radicalisation ou au recrutement armé.
- **Mariages et grossesses précoces** : les familles déplacées ou appauvries marient tôt leurs filles pour « les protéger » ou pour des raisons économiques.
- **Exploitation sexuelle et transactions sexuelles** : l'accès limité à l'éducation pousse certaines élèves à recourir à des échanges sexuels pour obtenir de l'aide, un toit ou de la nourriture.
- **Violences domestiques renforcées** : la pression économique et le traumatisme des conflits augmentent la violence intrafamiliale, qui rejaillit sur les enfants et leur scolarité.
- **Attaques contre les enseignants et élèves** : enlèvements, assassinats et intimidations ciblant les enseignants ou élèves accusés de « désobéir » aux groupes armés.
- **Militarisation de l'espace scolaire** : utilisation des écoles comme bases militaires, ce qui met en danger les enfants et fait de l'école une cible.
- **Traumatismes psychologiques** : témoins ou victimes de violences, les enfants développent des troubles de concentration, de comportement ou abandonnent l'école.

IV- Les conséquences induites

IV.1. Déplacement et déscolarisation

- **Écoles débordées dans les zones d'accueil** : les régions du Centre, de l'Ouest et du Littoral reçoivent des milliers d'élèves déplacés, ce qui entraîne un surpeuplement, un manque de matériel et des tensions entre enfants car aucune préparation n'a été faite en amont, que ce soit au niveau des élèves que des enseignants.
- **Inégalités d'accès** : les déplacés internes, surtout les filles, sont plus exposés à l'exclusion, à la stigmatisation et au harcèlement dans les nouvelles écoles.

IV.2. Fragilisation du rôle protecteur de l'école

- L'école, qui devrait être un **lieu de protection et de socialisation positive**, devient au contraire un espace de peur ou un lieu inaccessible.
- Cette fragilisation renforce la reproduction des violences : **stigmatisation ethnique**, **discriminations linguistiques** et **tensions communautaires** au sein même des établissements.

IV.3. Impact spécifique sur les enseignants

- Ciblés par les groupes armés, certains enseignants fuient, se reconvertissent ou abandonnent la profession.
- Les enseignants restants subissent **stress, insécurité et pressions**, ce qui limite leur capacité pédagogique et leur rôle de protection.
- L'absence de motivation des enseignants à laquelle s'ajoutent des pratiques pédagogiques d'un certain âge n'arrangent guère la situation.
- Certains peuvent développer des attitudes autoritaires ou violentes en classe, aggravant les VBGMS.

IV.4. Les conséquences à long terme

- **Perte d'une génération scolaire** : la crise crée un retard éducatif massif, surtout chez les filles.
- **Cercle vicieux de la pauvreté et de la violence** : l'absence d'éducation alimente chômage, migration forcée, exploitation et recrudescence des violences.
- **Défi pour la cohésion sociale et la paix** : une jeunesse déscolarisée est plus vulnérable au recrutement armé et aux idéologies extrémistes.

En résumé, les facteurs explicatifs sont multiples et imbriqués : la **pauvreté, les conflits armés et les normes sociales** sont notamment pointés comme facteurs clés de violences accrues au Cameroun. Ces constats rejoignent ceux de la littérature récente, qui souligne la nécessité d'aborder le phénomène dans toutes ses dimensions (individuelle, communautaire, structurelle).

V- Recommandations

Au vu de ces résultats, nous formulons les recommandations suivantes, ciblées selon les acteurs

V.1. Aux ministères en charge de l'Éducation

1. **Renforcer la législation et les politiques scolaires** en matière de sécurité : adopter une politique nationale claire contre la violence scolaire, avec un code de conduite contraignant pour tous les établissements.
2. **Former et sensibiliser** le personnel éducatif (incluant tous les niveaux d'enseignement) à la gestion non-violente des conflits. Intégrer dans la formation initiale et continue des modules sur la résolution de conflits, la communication bienveillante et l'éducation socio-émotionnelle.
3. **Mettre en place des dispositifs de prévention** : créer des équipes « protection de l'enfant » dans les écoles (composées d'enseignants, psychologues et personnels de santé), organiser des campagnes de sensibilisation pour élèves et parents sur les conséquences des violences.
4. **Renforcer le suivi et l'encadrement des élèves à risque** : assurer une politique de tutorat, orientation et accompagnement psychosocial pour les élèves en difficulté sociale ou comportementale.
5. **Mettre en place des dispositifs de riposte contre les violences en milieu scolaire**
6. **Améliorer la qualité des infrastructures scolaires** (espace de récréation sécurisé, surveillance adéquate) pour prévenir les espaces de violence, notamment en rénovant les écoles défavorisées.

Il s'agit à :

Court terme (0-1 an) :

- Lancer une campagne nationale de sensibilisation.
- Créer un numéro vert d'écoute et d'alerte.
- Afficher des messages de prévention dans toutes les écoles.

Moyen terme (2-3 ans) :

- Former 30% des enseignants à la gestion non-violente des conflits.
- Installer des cellules anonymes de signalement dans chaque école pilote.
- Déployer progressivement des conseillers scolaires/psychologues.

Long terme (5 ans) :

- Adopter une loi nationale contre les violences scolaires.
- Créer un Observatoire National des Violences Scolaires.
- Intégrer un module « bien-être scolaire » dans les programmes.

V.2. A L'Internationale de l'Éducation (IE) et aux partenaires internationaux

- **Soutien technique et financier** à la formation des enseignants : financer des programmes de développement professionnel pour intégrer les meilleures pratiques (p. ex. de gestion de classe positive, de médiation scolaire)

- **Promotion d'échanges de bonnes pratiques** : faciliter la mise en réseau des syndicats et établissements camerounais avec ceux d'autres pays d'Afrique pour partager des expériences de prévention réussies (par ex. programmes de prévention du harcèlement vus dans d'autres contextes) ;

- **Apport d'un appui à la recherche et au plaidoyer** : soutenir des recherches continues sur la violence scolaire au Cameroun et en Afrique centrale, pour guider l'action. Utiliser les résultats pour sensibiliser l'opinion publique internationale et mettre la pression pour des mesures concrètes (travail de plaidoyer auprès des institutions internationales pour allouer des fonds dédiés à ce problème) ;

V.3. Aux syndicats affiliés à l'IE (FECASE, FESER, SYNTESPRIC)

Protéger les enseignants et élèves : assurer un service d'assistance juridique et psychologique pour les victimes (enseignants et élèves), et encourager le signalement des violences sans crainte de représailles ;

- **Organisation des formations syndicales** : offrir aux adhérents des ateliers sur la prévention des conflits et le droit de l'enseignant, pour savoir comment réagir face aux violences et exiger des autorités scolaires l'application des règles ;
- **Organisation des campagnes de sensibilisation internes** : lancer des campagnes d'information (brochures, sessions d'information en réunion) pour conscientiser les enseignants sur les dynamiques de violence (genre, bullying, radicalisation) ;

V.4. Aux Parlementaires (députés et sénateurs) :

- **Légiférer** en vue de la révision de la Loi d'Orientation de l'Education pour intégrer explicitement des mesures contre la violence scolaire (par ex. pérenniser les sanctions contre les incivilités graves) ;

- Faire inscrire dans les budgets des ministères, des lignes budgétaires spécifiques aux programmes de prévention (psychologues scolaires, formations) des VBG ;

- Instituer des commissions d'enquête régulières sur le climat scolaire et exiger des rapports annuels d'évaluation des ministères sur la lutte contre la violence en milieu scolaire ;

- Adopter une Loi favorisant la promotion de partenariats École-Communauté-ONG/OSC locales.

VI- Conclusion

Cette étude, bien que riche en informations, reste exploratoire. Des recherches futures pourraient s'appuyer sur un échantillon plus large (par ex. enquêtes nationales quantitatives dédiées) et inclure les dimensions genre et handicap.

Un suivi longitudinal des élèves permettrait d'évaluer l'impact réel de la violence sur leur parcours scolaire. Enfin, la triangulation avec les rapports officiels de l'Éducation (ex. statistiques nationales, commissions disciplinaires) renforcerait la fiabilité des données.

Cette enquête pilote ouvre la voie à un suivi régulier du phénomène pour mesurer l'efficacité des actions mises en place.

ANNEXES

I- Questionnaire Élèves – Violences Basées sur le Genre en Milieu Scolaire (VBGMS)

Ce questionnaire est ANONYME et CONFIDENTIEL.
Merci de répondre honnêtement en cochant les cases ou en écrivant dans les espaces prévus.

Section 1 : Informations générales

1. Sexe :
- ☐ Fille
- ☐ Garçon
- ☐ Autre

2. Âge : _____ ans
3. Niveau scolaire :
- ☐ Primaire
- ☐ Collège
- ☐ Lycée

4. Milieu :
- ☐ Urbain
- ☐ Rural

5. Ordre d'enseignement :
- ☐ Public
- ☐ Privé
- ☐ Privé confessionnel

Section 2 : Perception et connaissance des VBG

5. As-tu déjà entendu parler des « violences basées sur le genre » ?
- ☐ Oui
- ☐ Non

6. Selon toi, que signifient les violences basées sur le genre ?
.....
7. Connais-tu les formes de violences suivantes ?
- ☐ Moqueries ou insultes liées au sexe
- ☐ Discrimination à l'école (répartition des tâches, accès aux activités)
- ☐ Agressions physiques
- ☐ Harcèlement sexuel / propos déplacés
- ☐ Mariage ou grossesse précoce
- ☐ Autres (préciser) : _____

Section 3 : Expériences personnelles

8. As-tu déjà été victime d'une violence à l'école parce que tu es une fille/un garçon ?
- ☐ Oui
- ☐ Non

9. Si oui, quel type ?
- ☐ Insultes
- ☐ Moqueries
- ☐ Coups
- ☐ Attouchements
- ☐ Autres : _____

10. Qui en était l'auteur ?
- ☐ Élève
- ☐ Enseignant
- ☐ Autre personnel
- ☐ Personne extérieure

11. À quelle fréquence cela est-il arrivé ?
- ☐ Une seule fois
- ☐ Plusieurs fois
- ☐ Régulièrement

12. Où et à quel endroit, cela est-il arrivé ?
- ☐ Dans la salle de classe
- ☐ Dans les toilettes
- ☐ Autres : _____

Section 4 : Témoignages et observation

12. As-tu déjà été témoin d'une violence basée sur le genre à l'école ?
- ☐ Oui
- ☐ Non

13. Si oui, que s'est-il passé ?
.....
14. Qui était victime ?
- ☐ Élève fille
- ☐ Élève garçon
- ☐ Enseignant(e)

Section 5 : Conséquences et réactions

15. Comment t’es-tu senti(e) ou comment la victime s’est-elle sentie après l’incident ?
- ☐ Triste
- ☐ En colère
- ☐ Honteux(se)
- ☐ Indifférent(e)
- ☐ Autre : _____

16. As-tu cherché de l’aide ?
- ☐ Oui
- ☐ Non

17. Si oui, auprès de qui ?
- ☐ Ami(e)
- ☐ Parent
- ☐ Enseignant
- ☐ Direction
- ☐ Autorités
- ☐ Autres : _____

18. Penses-tu que les victimes sont protégées et écoutées à l’école ?
- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Parfois

Section 6 : Solutions et recommandations

19. Que peut-on faire pour réduire ou éliminer les violences basées sur le genre à l’école ?
.....
20. Si un élève est victime de violence, vers qui devrait-il se tourner en priorité ?
.....

II- Enquête sur les violences en milieu scolaire – Enseignants

Ce questionnaire est anonyme. Il vise à recueillir vos expériences et perceptions concernant les violences (verbales, physiques, psychologiques) vécues ou observées dans le cadre de votre métier d'enseignant au Cameroun. Merci pour votre collaboration.

* Indique une question obligatoire

1. Adresse e-mail * _____

Informations générales

2. sexe *

Une seule réponse possible.

- ◯ homme
- ◯ Femme

3. Age *

Une seule réponse possible.

- ◯ moins de 25 ans
- ◯ 25 - 35 ans
- ◯ 36 - 45 ans
- ◯ 46 - 55 ans
- ◯ plus de 55 ans

4. Niveau d'enseignement : *(coché les réponses)* *

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ maternelle
- ☐ primaire
- ☐ secondaire (1er cycle)
- ☐ secondaire (2nd cycle)
- ☐ Technique/Professionelle

5. Région de travail : *(coché les réponses)* *

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Centre
- ☐ Littoral
- ☐ Nord
- ☐ Sud
- ☐ Ouest
- ☐ Est
- ☐ Extrême-Nord
- ☐ Nord-Ouest
- ☐ Sud-Ouest
- ☐ Adamaoua

6. Statut professionnel : *

Une seule réponse possible.

- ◯ Enseignant contractuel
- ◯ Enseignant fonctionnaire
- ◯ Autre : _____

7. si autre

SECTION 2 : **Expériences personnelles de violence titre**

8. Avez-vous déjà été victime de la violence verbale de la part d'un élève ?

Une seule réponse possible.

- ◯ Non
- ◯ Rarement
- ◯ Parfois
- ◯ Souvent

Avez-vous déjà été victime de la violence physique de la part d'un élève ?

10. Avez-vous déjà été victime de la violence psychologique (menaces, isolement, rumeurs, etc.) dans votre environnement professionnel de la part d'un élève ?

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

11

1 Si Oui la source provenait ?

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Élèves
- ☐ Parents d'élèves
- ☐ Collègues
- ☐ Administration

12 Avez-vous déjà reçu du soutien après un incident de violence ?

Une seule réponse possible.

- ◯ Oui
- ◯ Non

SEC Avez-vous déjà été témoin d'une violence envers un collègue ?

13. Si oui, de qui ? (cases à cocher)

Plusieurs réponses possibles.

Direction

Les violences dans votre établissement sont ?

Collègues

*

16. 14. Les violences dans votre établissement sont : *

Une seule réponse possible.

Une seule réponse possible.

Très fréquentes

Occasionnelles

Rares

Inexistantes

Oui

Non

17. Quelles catégories d'élèves sont les plus souvent impliquées ? (cases à cocher)

SECTION 4 : **Formes et récurrences des violences** *

Une seule réponse possible.

Les violences entre les élèves sont :

18. Si Occasionnelles Niveau, réponse courte

Rares

Inexistantes

19.

20. Violences élèves contre enseignants sont : *

Une seule réponse possible.

- ◯ Très fréquentes
- ◯ Occasionnelles
- ◯ Rares
- ◯ Inexistantes

21. Violences enseignants contre élèves sont : *

Une seule réponse possible.

- ◯ Très fréquentes
- ◯ Occasionnelles
- ◯ Rares
- ◯ Inexistantes

22 Violences entre enseignants sont : *

Une seule réponse possible.

- ◯ Très fréquentes
- ◯ Occasionnelles
- ◯ Rares
- ◯ Inexistantes

23. Violences venant des parents d'élèves sont : *

Une seule réponse possible.

- ◯ Très fréquentes
- ◯ Occasionnelles
- ◯ Rares
- ◯ Inexistantes

SECTION 5 : **Gestion et solutions**

24. Votre établissement dispose-t-il d'un dispositif de prévention ou de gestion des violences ?

Avez-vous reçu une formation sur la gestion des Violences scolaires ?

III- GRILLE D'OBSERVATION POUR FOCUS GROUP

THEMATIQUE 1 COMPREHENSION DES VBGMS

Objectif : explorer les représentations et définitions spontanées

QUESTIONS PRINCIPALES		OBJECTIF
Que comprenez-vous par « genre » ? A quoi pensez-vous quand vous entendez le concept « genre dans le milieu scolaire ?		
Que comprenez-vous par « violences basées sur le genre » en milieu scolaire ?		Identifier les perceptions et la conscience du phénomène
A votre avis ? Qui sont les plus exposé.es à ces violences ?		Explorer les inégalités perçues

THEMATIQUE 2 EXPERIENCES ET OBSERVATIONS

Objectif : Recueillir des exemples concrets de situation vécues ou observées

QUESTIONS PRINCIPALES	SOUS QUESTIONS DE RELANCES	OBJECTIF
Avez-vous déjà été témoin ou victime d'une violence basée sur le genre dans votre établissement ?	Qu'est-ce qui s'est passé ? où ? Qui était impliqué ?	Identifier les types de violences et les acteurs
Comment réagissent généralement les victimes ?	Se taisent-elles ? Parlent-elles ? A qui ?	Comprendre les mécanismes de silence ou de dénonciation

THEMATIQUE 3 NORMES SOCIALES ET ROLES DE L'ENVIRONNEMENT

Objectif : Explorer les justifications, tolérances et facteurs sociaux

QUESTIONS PRINCIPALES	SOUS QUESTIONS DE RELANCES	OBJECTIF
Que pensent les autres élèves/enseignants quand une violence survient ?	Rient-ils ? se taisent-ils ? interviennent-ils ?	Identifier les normes collectives

Pensez-vous que certaines attitudes ou croyances encouragent ces violences ?	Par exemple sur les rôles des filles/garçons ? Les tenues ?	Cerner les représentations sociales qui alimentent les VBGMS

THEMATIQUE 4

MECANISMES DE RECOURS ET PROTECTION

Objectif : Evaluer la capacité à agir et les dispositifs existants

QUESTIONS PRINCIPALES	SOUS QUESTIONS DE RELANCES	OBJECTIF
Quelles sont les structures ou personnes vers qui se tourner en cas de violence ?	Administration ? Parents ? Syndicats ? ONG ?	Cartographier les recours
Est-ce facile de dénoncer une violence ici ?	Pourquoi certains se taisent ?	Identifier les freins et leviers

THEMATIQUE 5

PROPOSITIONS ET SOLUTIONS

Objectif : Faire émerger des pistes concrètes de prévention et d'action

QUESTIONS PRINCIPALES	SOUS QUESTIONS DE RELANCES	OBJECTIF
Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour prévenir ou réduire ces violences ?	Qui devrait agir ? Comment ?	Recueillir les suggestions des participants
Quel rôle les enseignants, les syndicats ou l'administration pourraient-ils jouer ?	Et vous personnellement, que seriez-vous prêt.e à faire ?	Identifier les engagements potentiels

Conclusion

1- Remercier les participants pour leur temps et leurs idées
2- Rappeler la confidentialité
3- Proposer un moment de parole libre pour toute remarque ou besoin personnel
4- Fournir un contact ou une ressource de soutien en cas de besoin